

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1180 le 23 mai 2021

Dans ce numéro

Cinq djihadistes présumés abattus par les forces de sécurité tunisiennes dans le mont Chaambi...

(Page 2)

Le renforcement des effectifs de la Bundeswehr au sein de l'EUTM au Mali, approuvé par le parlement allemand...

(Page 3)

L'importance des exercices militaires conjoints sud-coréano-américains soulignée par le général Paul LaCamera...

(Page 4)

Le risque de conflit armé dans le détroit de Taïwan aurait augmenté à un niveau record, selon la China Cross-Strait Academy...

(Page 5)

La Russie annonce la production en série de robots de combat dotés d'intelligence artificielle...

(Page 6)

Cyberattaque contre la Bibliothèque nationale à Prague...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Au Burkina Faso, l'attaque du 16 mai revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans...

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), a revendiqué vendredi l'attaque du 16 mai dernier dans la localité de Palségué, située dans le centre-nord du Burkina Faso, dont le bilan provisoire est de neuf morts. Dans une vidéo de 44 secondes, consultée par *Xinhua*, on entend les auteurs disant avoir tué à cette occasion une dizaine de Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), une force supplétive du gouvernement. Ils ont aussi présenté des armes, des engins et des moyens de communication censés appartenir aux VDP. Depuis 2015, le Burkina Faso est la cible d'attaques terroristes qui ont fait de nombreuses victimes et des milliers de déplacés. Le GSIM, né de la fusion d'Ansar Dine, des forces d'AQMI dans le Sahel, de la katiba Macina et de la katiba Al-Mourabitoune, est très actif dans le Sahel, notamment au Mali et au Burkina Faso. Selon les spécialistes, les violences attribuées au GSIM et constatées depuis le nord du Mali jusqu'au sud-est du Burkina Faso, représentent plus de 64% de l'ensemble des cas imputables aux insurgés islamistes au Sahel depuis 2017. Le Front de libération du Macina (FLM) constitue la faction la plus active du GSIM opérant depuis son fief du centre du Mali pour s'étendre vers le territoire burkinabè et récemment vers le nord de la Côte d'Ivoire.

(Radio Chine internationale, le 22-05-2021)

En Allemagne, début du procès de l'officier de la Bundeswehr Franco Albrecht...

Il s'était fait passer pour un réfugié syrien. Il aurait préparé un attentat en 2017. Le procès de l'officier allemand Franco Albrecht s'est ouvert à Francfort. L'homme serait un tenant de l'idéologie néo-nazie. Il encourt jusqu'à dix ans de prison.

(Deutsche Welle, le 20-05-2021)

La Turquie annonce avoir développé des mini-roquettes destinées aux mini et micro-drones...

Grâce aux travaux menés dans l'industrie de la défense turque, des mini-roquettes 100% nationales, qui pourront être utilisées par les mini et micro-drones (IHA) et les véhicules terrestres sans conducteur (IKA), ont été développées. La société de défense technologique Troy a développé des mini-roquettes de 40 millimètres pour mini et micro-drones. La mini-roquette dont le poids se trouve dans les limites de charge que les mini ou micro-drones avec des ailes ou des hélices, peuvent transporter à basse altitude, dispose d'une infrastructure adaptée à une utilisation polyvalente. Six mini-roquettes, atteignant une portée maximale de 2 kilomètres, peuvent être intégrées aux drones. L'objectif principal du système est de déterminer la menace à une certaine distance de manière contrôlée ou de neutraliser des cibles préalablement déterminées sans envoyer de personnel dans la zone de danger.

(La voix de la Turquie, le 17-05-2021)

Au Pakistan, au moins six morts après un attentat à la bombe visant les participants d'une manifestation pro-Palestine...

Le ministère turc des Affaires étrangères a condamné l'attaque à la bombe qui a visé les participants à une manifestation pro-Palestine dans la province du Balouchistan au Pakistan. Dans un communiqué, publié vendredi, le ministère turc a exprimé sa profonde tristesse face au bilan de l'attaque à la bombe qui a fait plusieurs morts et blessés au Pakistan. « Nous condamnons fermement cette odieuse attaque terroriste et souhaitons que les auteurs soient présentés à la justice » déclare d'abord le ministère. Et il poursuit : « Nous prions pour qu'Allah accorde sa miséricorde aux défunts, et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés. Nous présentons nos condoléances au gouvernement et peuple pakistanais frères ». Vendredi, un engin a explosé pendant une manifestation condamnant les violences d'Israël contre les Palestiniens, dans la province du Balouchistan. Selon un premier bilan, six personnes ont été tuées et quatorze autres blessées.

(La voix de la Turquie, le 22-05-2021)

Cinq djihadistes présumés abattus par les forces de sécurité tunisiennes dans le mont Chaambi...

Cinq djihadistes présumés ont été tués lundi dans une opération des forces tunisiennes dans le mont Chaambi, l'un des principaux maquis djihadistes du pays, frontalier de l'Algérie, a indiqué le ministère tunisien de l'Intérieur. « Sur la base de renseignements techniques détaillés, les forces du ministère de l'Intérieur et des unités militaires terrestres et aériennes ont éliminé cinq éléments terroristes » a indiqué le ministère dans un communiqué. « L'opération lancée à l'aube, lundi, est toujours en cours » a indiqué à l'AFP le porte-parole de la Garde nationale, Houssemeddine Jebabli, précisant que la nationalité de ces cinq hommes et leur affiliation à un groupe étaient en train d'être vérifiées. L'armée tunisienne pourchasse depuis 2012 des groupes armés dans les massifs montagneux du centre-ouest du pays, dont des éléments de la phalange Okba Ibn Nafaa, une branche locale d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, et de Jund Al-Khilafa, un groupe affilié à l'organisation État islamique.

(Africa Radio, le 17-05-2021)

Abubakar Shekau aurait été grièvement blessé lors d'une tentative de suicide, selon une source proche des services de renseignement...

« Le chef du groupe djihadiste Boko Haram, Abubakar Shekau, a été grièvement blessé lors d'une tentative de suicide pour éviter d'être capturé par des djihadistes rivaux liés à l'État islamique dans le nord-est du Nigeria » ont affirmé jeudi à l'AFP deux sources proches des services de renseignement. Après une série de combats avec des combattants du groupe rival État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), Abubakar Shekau et plusieurs de ses hommes se sont retrouvés encerclés mercredi dans leur bastion, la forêt de Sambisa, selon ces sources. « Pour éviter d'être capturé, Shekau s'est tiré une balle dans la poitrine, et la balle a traversé son épaule. Il a été grièvement blessé » a affirmé l'une de ces sources. « Certains de ses combattants ont réussi à s'enfuir et l'ont emporté avec eux » a précisé cette source. Une deuxième source de renseignement a affirmé à l'AFP qu'Abubakar Shekau avait été sévèrement blessé après avoir activé des explosifs dans la maison où il s'était réfugié avec ses hommes. Contactées par l'AFP, l'armée et les autorités nigérianes n'avaient pas réagi en fin de matinée.

(Africa Radio, le 20-05-2021)

Au Burkina Faso, seize morts dans de nouvelles attaques...

Quinze villageois et un soldat ont été tués mardi et mercredi lors de deux attaques contre un village et une patrouille dans le nord-est du Burkina Faso, selon un gouverneur régional et des sources sécuritaires. « Dans la nuit de mardi à mercredi, des individus armés non identifiés ont fait irruption dans le hameau de Adjarara, dans la commune de Tin-Akoff, et ont attaqué des citoyens réunis pour un baptême. Le bilan de cette attaque est de quinze tués et un blessé, tous des hommes » a déclaré dans un communiqué le gouverneur de la région du Sahel, le colonel Salfo Kaboré. Une source sécuritaire ayant requis l'anonymat, qui a également fait état de cette attaque, a indiqué à l'AFP, qu'un autre hameau a également été incendié par les assaillants, précisant que des soldats sont déployés dans la zone pour porter assistance aux populations et mener des opérations de ratissage. Une autre source sécuritaire a rapporté une autre attaque contre un convoi militaire dans la région de l'est. « Ce mercredi matin, un véhicule du détachement militaire de Matiakoali a sauté sur un engin explosif faisant un mort

et quelques blessés » a déclaré cette source. Les engins explosifs artisanaux sont une arme de prédilection des djihadistes contre les forces de défense et de sécurité, mais tuent aussi de nombreux civils. L'attaque dans la commune de Tin-Akoff survient cinq jours après deux autres dans la même zone. Le 14 mai, trois personnes avaient été tuées dans le village de Wassakoré. Dans la nuit du 8 au 9 mai, une précédente attaque avait fait trois morts. Le 12 mai, l'armée burkinabèe avait annoncé avoir démantelé une base terroriste dans la zone de Tin-Akoff. Par ailleurs, neuf personnes, dont trois supplétifs civils enrôlés dans la lutte anti-djihadiste, ont été tuées dimanche lors d'une attaque dans la commune de Pissila, dans le nord du pays. Le Burkina Faso est confronté depuis 2015 à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières de groupes djihadistes, dont le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans affilié à Al-Qaïda, et le groupe État islamique au grand Sahara. Ces attaques ont fait quelque 1 300 morts et contraint un million de personnes à fuir leur foyer.

(Africa Radio, le 20-05-2021)

Le renforcement des effectifs de la Bundeswehr au sein de l'EUTM au Mali, approuvé par le parlement allemand...

Le parlement allemand a décidé qu'à l'avenir jusqu'à 600 soldats de la Bundeswehr, au lieu de 450, pourraient participer à la mission de formation de l'Union européenne, EUTM, au Mali. D'autre part l'extension de la participation de la Bundeswehr au sein de la MINUSMA avec un nombre inchangé, jusqu'à 1 100 soldats, a également été approuvée.

(Deutsche Welle, le 20-05-2021)

Seize civils tués par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans le nord du Mali...

« Seize civils ont été tués mercredi près de Gao lorsque leur véhicule a sauté sur une mine » a affirmé jeudi à l'AFP une source hospitalière à Gao, la plus grande ville du nord du Mali, une information confirmée par une autre source hospitalière. « Trois autres blessés sont à l'hôpital de Gao » a dit la première source hospitalière selon laquelle les seize tués ont été inhumés jeudi à Gao. « Les blessés à notre niveau ont précisé que le véhicule qui a heurté la mine allait à une foire dans la localité de Ntillit, située à 80 kilomètres de Gao » a affirmé la deuxième source hospitalière. « Nous sommes en deuil. Nous avons enterré ce jeudi seize de nos parents tués hier mercredi par une mine. Leur véhicule se dirigeait vers la foire de Ntillit » a déclaré à l'AFP Oumar Touré, un membre de l'association des ressortissants de cette localité à Gao. Deux civils avaient été tués près de Tessalit, dans le nord, le 8 mai par une mine artisanale, au lendemain de la mort de trois soldats maliens, également tués par un engin explosif au passage de leur convoi dans le secteur de Hombori, dans le centre.

(Africa Radio, le 21-05-2021)

Cinq marins étrangers enlevés par des pirates au large du Ghana...

Un Sud-Coréen a été enlevé dans l'ouest de l'Afrique. Selon le ministère des Affaires étrangères, l'*Atlantic Princess*, un bateau de pêche au thon, a été assailli par un groupe de pirates non identifié, mais supposé nigérian, à environ 120 kilomètres au sud-est du port de Tema, au Ghana. L'attaque s'est passée mercredi vers 18h30, heure locale. Cinq personnes ont été enlevées, à savoir un capitaine sud-coréen, trois Chinois et un Russe, parmi une trentaine de membres d'équipage à bord de ce thonier appartenant à une entreprise sino-ghanéenne. Le ministère sud-coréen a mis en place une cellule de crise. Il a annoncé que Séoul déploierait tous ses efforts pour faire libérer les marins kidnappés, en coopération avec le Ghana, le Nigeria et la Russie. Par ailleurs, le gouvernement a souligné qu'il avait œuvré pour prévenir tout nouvel incident de cet ordre. Ainsi, il a désigné des zones maritimes à haut risque de kidnapping, recommandé de cesser toute activité de pêche dans ces espaces, et mené une coopération internationale, notamment avec les pays du golfe de Guinée. L'an dernier, la Corée du Sud a enregistré trois cas d'enlèvement de ses ressortissants marins commis par des pirates nigériens dans le golfe de Guinée, au large du Ghana.

(KBS World Radio, le 21-05-2021)

... MILITAIRE ...

Un système d'artillerie antiaérienne déployé par la Corée du Nord près de la DMZ...

La Corée du Nord aurait mis en place une artillerie antiaérienne près de la ligne de démarcation militaire (MDL) en réponse à l'envoi, le mois dernier, de tracts de propagande par une association de transfuges nord-coréens installés au Sud, Fighters for a Free North Korea (FFNK). Celle-ci a dévoilé fin

mai une vidéo montrant le lancement de plusieurs grands ballons transportant 500 000 prospectus anti-P'yongyang au nord du 38e parallèle. D'après une enquête policière, une partie des dépliants aurait été récupérée par les autorités nord-coréennes. En qualifiant cette démarche de provocation, Kim Yo-jong, la sœur du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, a d'ailleurs évoqué le 2 mai dernier des « mesures correspondantes ». La réaction du pays communiste s'expliquerait par les risques de contamination au Covid-19. En effet, il se montre extrêmement méfiant vis-à-vis des objets venant de l'extérieur, même charriés par le vent, estimant que ceux-ci pourraient introduire le virus sur son territoire. De leur côté, les autorités militaires du Sud font preuve de vigilance. Dans ce contexte, le président Moon Jae-in a souligné l'importance d'appliquer strictement la loi sanctionnant le lâcher de tracts vers le Nord lors de son discours prononcé le 10 mai dernier à l'occasion du quatrième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

(KBS World Radio, le 17-05-2021)

Les militaires américains de l'USFK envisagent d'offrir des vaccins à leurs homologues sud-coréens...

Les forces américaines en Corée du Sud (USFK) envisagent d'offrir une partie de leur stock de vaccins Janssen aux soldats sud-coréens. Elles en ont fait part la semaine dernière au ministère sud-coréen de la Défense. Il s'agit d'une quantité de doses permettant de vacciner 13 000 personnes. Le ministère est en négociation avec les autorités sanitaires et l'USFK sur le processus d'utilisation de ce sérum autorisé par l'agence américaine des médicaments (FDA). À noter que le vaccin du groupe américain Johnson & Johnson est unidose, contrairement aux sérums de Pfizer et d'AstraZeneca qui nécessitent deux injections. L'armée américaine basée au sud du 38e parallèle a commencé la vaccination de ses GI's en mars dernier, et plus de 70% d'entre eux ont reçu un vaccin, dont celui de Moderna.

(KBS World Radio, le 18-05-2021)

Participation sud-coréenne à l'exercice militaire aérien multinational Red Flag...

Pour la première fois en trois ans, la Corée du Sud prendra part à l'exercice militaire aérien multinational, baptisé *Red Flag* ou « drapeau rouge » en français, et mené par les États-Unis. L'opération est prévue le mois prochain sur la base Eielson en Alaska. L'armée de l'air sud-coréenne y mobilisera notamment des avions de combat F-15K. Les chasseurs d'entraînement et les effectifs partiront le 2 juin pour l'Alaska, où ils participeront à cet exercice entre le 10 et le 26 juin. La Force aérienne d'autodéfense japonaise y sera elle aussi présente. Il est donc évoqué la possibilité d'un échange militaire entre les deux pays voisins. Précédemment, le commandement de la *7th Air Force américaine* avait annoncé sur son site web qu'outre les USA, les forces aériennes sud-coréenne et nipponne participeraient à la manœuvre, ce qui leur permettra d'échanger des tactiques, des techniques ainsi que des procédures, et d'améliorer en même temps l'interopérabilité de leurs effectifs. Cette année, pas moins de 1 500 militaires et une centaine d'avions seront mobilisés. L'exercice en question est organisé tous les ans par le Commandement des forces aériennes américaines du Pacifique.

(KBS World Radio, le 19-05-2021)

L'importance des exercices militaires conjoints sud-coréano-américains soulignée par le général Paul LaCamera...

Aux États-Unis, le Sénat a tenu hier son audition de confirmation du prochain commandant des Forces américaines en Corée du Sud (USFK). Paul LaCamera a notamment été interrogé sur les exercices militaires que les deux pays effectuent conjointement dans le sud de la péninsule. Soucieux de ménager les efforts diplomatiques pour faire avancer le processus de dénucléarisation et de paix dans la péninsule, les deux alliés en ont réduit le format depuis le sommet de Singapour en juin 2018 entre Donald Trump et Kim Jong-un. Cela fait donc plus de deux ans qu'ils n'ont pas mené de manœuvres de grande envergure. Les sénateurs ont alors cherché à savoir si en cas d'approbation de sa nomination, le futur commandant de l'USFK compte les reprendre. Le général a répondu que ces opérations sont très importantes du fait qu'elles permettent de préserver une solide préparation militaire des forces américaines stationnées au sud du 38e parallèle et d'offrir aux soldats américains l'opportunité de travailler avec les effectifs sud-coréens. Questionné sur l'influence de la Chine en Asie, le successeur de Robert Abrams a mis en garde contre une simplification excessive de son rôle dans la péninsule comme dans la région. Et d'ajouter croire que Pékin jouait un rôle à la fois aux cotés de Séoul, mais aussi de P'yongyang.

(KBS World Radio, le 19-05-2021)

La Centrafrique annonce avoir l'intention d'accueillir 600 instructeurs militaires russes supplémentaires...

La République centrafricaine a notifié au Conseil de sécurité de l'ONU son intention d'accueillir prochainement 600 nouveaux instructeurs russes. Des centaines de paramilitaires russes aident déjà depuis cinq mois Bangui à combattre une rébellion. Selon des sources diplomatiques de l'ONU à New York, c'est depuis le 10 mai que la Centrafrique a transmis au Conseil de sécurité une notification annonçant la mise à disposition prochaine par la Russie de 600 instructeurs supplémentaires. Cette notification a été suivie par un gel du processus à la demande de la France, de l'Estonie, de l'Irlande, du Royaume-Uni et des États-Unis. Cinq pays qui ont demandé des précisions sur ce nouveau déploiement, selon les mêmes sources. Officiellement Moscou ne reconnaît que la présence de 535 instructeurs sous contrat avec le ministère de la Défense et affirment qu'ils forment les soldats centrafricains ou assurent la protection rapprochée du président Touadéra, mais ne combattent pas, sauf s'ils sont pris pour cibles. Mais selon plusieurs sources diplomatiques et sécuritaires en Centrafrique, il y a actuellement entre 800 et 2 000 de ces paramilitaires russes dans le pays. L'influence grandissante de Moscou en Centrafrique n'est pas vue d'un bon œil par certains pays occidentaux, notamment la France.

(La voix de l'Amérique, le 21-05-2021)

Le risque de conflit armé dans le détroit de Taïwan aurait augmenté à un niveau record, selon la China Cross-Strait Academy...

Mi-mai, l'*Economist* a qualifié Taïwan d'endroit le plus dangereux au monde. La revue britannique écrivait entre autres que si la VIIe Flotte des États-Unis n'intervenait pas en cas de guerre entre Taïwan et la Chine, cette dernière deviendrait la puissance dominante en Asie et la Pax Americana s'effondrerait. Quant à une possible date de ce conflit, la revue citait l'amiral Philip S. Davidson, ex-commandant de l'United States Pacific Command, qui a déclaré au Congrès en mars que la Chine pourrait attaquer Taïwan vers 2027. En effet, dans leur rapport publié mercredi 19 mai et cité par *South China Morning Post*, des analystes de la China Cross-Strait Academy estiment que les tensions dans le détroit de Taïwan ont augmenté au point que le risque de conflit armé est à un niveau record. Notamment, ayant analysé plusieurs facteurs dont les forces militaires, les relations commerciales, l'opinion publique, les événements politiques et le soutien des alliés, les experts ont conclu que les deux parties étaient au bord de la guerre. Pour 2021, les chercheurs évaluent à 7,21, sur une échelle de 0 à 10, l'indice du niveau de risque de conflit armé à travers le détroit.

(Radio Sputnik, le 22-05-2021)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Paris, Madrid et Berlin s'entendent sur un projet de fabrication commune d'hélicoptères de combat...

La France, l'Espagne et l'Allemagne sont tombées d'accord sur les premiers pas vers la fabrication commune d'hélicoptères de combat européen. Baptisé Système de combat aérien futur le projet coûtera 3,5 milliards d'euros pour la prochaine phase de sa réalisation. Chaque partenaire prendra en charge le tiers de ce budget. L'annonce a été faite aujourd'hui par les trois ministres, la Française Florence Parly, l'Espagnole Margarita Robles et l'Allemande Annegret Kramp-Karrenbauer.

(Deutsche Welle, le 18-05-2021)

Une cargaison d'armes légères offerte par la Russie à la République centrafricaine...

L'ambassadeur de la Russie en Centrafrique, Vladimir Titorenko, a annoncé hier que Moscou a livré à titre gratuit une cargaison d'armes légères à la République centrafricaine après en avoir informé l'ONU qui impose un embargo sur les armes à ce pays déchiré par la guerre civile. Depuis 2018, des instructeurs militaires russes entraînent les forces armées centrafricaines et assure la garde rapprochée du président Faustin Archange Touadéra.

(La voix de l'Amérique, le 18-05-2021)

La Russie a livré une cargaison d'armes légères à la Centrafrique après en avoir informé l'ONU qui impose un embargo sur les armes à ce pays déchiré par la guerre civile, a annoncé lundi l'ambassadeur de Russie en Centrafrique. « La Russie a livré à titre gratuit la troisième cargaison d'armes légères à la République centrafricaine. Ce sont des armes légères, c'est-à-dire armes automatiques, mitrailleuses, fusils de précision, pistolets, lance-roquettes, grenades et munitions, dont

5 000 fusils d'assaut AK-47 » a annoncé Vladimir Titorenko dans un communiqué. M. Titorenko a expliqué que l'autorisation du Conseil de la sécurité de l'ONU n'était pas nécessaire pour effectuer un transfert d'armes légères. Il ne fallait que le notifier, a précisé l'ambassade dans le communiqué. L'embargo sur les armes a été imposé en 2013, après qu'une coalition de groupes armés a renversé le régime du président François Bozizé et plongé le pays dans la guerre civile. La Russie, qui mène depuis 2018 une offensive diplomatique dans cette ancienne colonie française, a obtenu du Conseil de sécurité des Nations unies un assouplissement de l'embargo en octobre, après un premier allègement en 2019, qui permettait la fourniture d'armes de calibres inférieurs à 14,5 mm. En octobre, la Russie avait livré à l'armée centrafricaine une dizaine de blindés. Depuis 2018, des instructeurs militaires russes entraînent les forces armées centrafricaines et assurent la garde rapprochée du président. En parallèle, le gouvernement centrafricain a accordé des permis miniers à des sociétés russes associées à Evgueni Prigojine, un proche de Vladimir Poutine. Cet homme d'affaires est suspecté d'être le principal financier de Wagner, une société militaire privée russe dont les mercenaires sont présents en Centrafrique.

(Africa Radio, le 18-05-2021)

Washington approuve la vente à Israël de 735 millions de dollars de bombes de précision...

L'administration Biden a donné son feu vert pour la vente à Israël de 735 millions de dollars d'armes à guidage de précision, a rapporté lundi le quotidien américain *The Washington Post*. Citant des sources proches du dossier, le journal précise que le Congrès a été officiellement informé de cette décision le 5 mai, près d'une semaine avant le début de l'escalade du conflit israélo-palestinien à Gaza. D'après le quotidien, il s'agirait de bombes guidées de type JDAM et de bombes guidées de petit diamètre GBU-39. Le site d'information *The Hill* a expliqué que le Congrès n'avait plus la possibilité d'empêcher cette vente. En effet, la notification faite le 5 mai donne quinze jours aux parlementaires pour se prononcer. Or, une fois qu'une éventuelle désapprobation est signifiée, il faut dix jours avant qu'un vote sur le fond ne soit programmé. Certains élus démocrates se sont dit préoccupés par cette vente à l'heure où l'aviation israélienne continue de bombarder l'enclave palestinienne, faisant des victimes civiles. « Si j'ai soutenu une aide sécuritaire à Israël, y compris via un financement du système de défense Dôme de fer, j'ai de sérieuses préoccupations envers le timing de cette vente d'armes » a dit le représentant du Texas Joaquin Castro, s'interrogeant ainsi sur la nature du message qu'il pourrait adresser.

(Radio Chine internationale, le 18-05-2021)

Des plans d'éléments d'un prototype de mitrailleuse développé pour les FAD japonaises transmis à une entreprise chinoise...

Les plans de certains éléments d'une mitrailleuse destinée aux Forces terrestres japonaises d'autodéfense (FAD) auraient été transmis à une entreprise chinoise. Le ministère nippon de l'Industrie a adressé un avertissement à Sumitomo Heavy Industries et à un de ses sous-traitants, en s'appuyant sur la loi sur le commerce extérieur et les devises. La loi stipule que toute vente à l'étranger de technologies liées à l'armement est soumise à l'autorisation du ministère. Or, cette fois, le sous-traitant ne l'a pas demandée. D'après le ministère, Sumitomo développait un prototype de mitrailleuse en réponse à un appel d'offres des FAD terrestres. Les plans des pièces auraient été transmis l'année dernière par le sous-traitant japonais à une entreprise chinoise. Ces plans ne concernaient pas les composants principaux de la mitrailleuse, qui auraient permis de déduire la capacité de cette arme. Le sous-traitant a expliqué qu'il n'avait aucune idée que les pièces en question étaient destinées à une mitrailleuse. Le ministère a adressé un avertissement au sous-traitant pour avoir enfreint la loi. Il a fait de même pour Sumitomo, qui n'a pas fourni les informations nécessaires au sous-traitant. Sumitomo a déclaré qu'il prenait l'avertissement au sérieux et surveillerait de près ses sous-traitants.

(Radio Japon international, le 21-05-2021)

La Russie annonce la production en série de robots de combat dotés d'intelligence artificielle...

La Russie a créé des robots de combat dotés d'une intelligence artificielle et a lancé leur production en série, a annoncé ce vendredi 21 mai le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, lors du marathon éducatif en ligne Nouvelle connaissance. « Nous avons lancé la production en série de robots de combat. Ce ne sont pas de simples prototypes mais des robots qu'on peut montrer dans les films de science-fiction, qui sont capables de se battre » a indiqué le ministre. Il n'a toutefois pas précisé quand ces éléments seraient livrés à l'armée ou dévoilés au grand public. Selon lui, la Russie poursuit en outre les travaux dans le domaine de « l'arme de demain ». « Le ministère de la Défense

continuera d'élargir la gamme de ses robots militaires. Équiper les forces armées de tels engins est une priorité » a-t-il ajouté. Une première unité possédant vingt robots d'assaut sera mise en place dans l'armée russe. Un centre de recherche du ministère russe de la Défense a été chargé d'élaborer ses différentes utilisations.
(*Radio Sputnik, le 22-05-2021*)

... CYBERESPACE ...

L'Union européenne prolonge d'une année les mesures restrictives imposées aux auteurs de piratages informatiques...

Bruxelles a étendu d'un an les mesures restrictives imposées aux auteurs de piratages informatiques soutenus par la Corée du Nord, la Chine et la Russie. À en croire l'agence de presse russe *Sputnik*, le Conseil de l'Union européenne a publié hier un communiqué annonçant sa prolongation jusqu'au 18 mai 2022. Les sanctions appliquées à l'encontre de huit individus et quatre organismes consistent au gel de leurs avoirs et à l'interdiction de leur pénétration sur le territoire européen. Il est également interdit pour les personnes et entités de l'UE de mettre des fonds à leur disposition. Le Conseil a établi le 17 mai 2019 un cadre permettant d'imposer des mesures restrictives aux hackers responsables des cyberattaques ciblant les pays membres, les pays tiers et les organisations internationales. Les premières sanctions ont été infligées le 30 juillet 2020 à quatre Russes, deux Chinois et trois groupes respectivement russe, chinois et nord-coréen.

(*KBS World Radio, le 18-05-2021*)

Cyberattaque contre la Bibliothèque nationale à Prague...

La Bibliothèque nationale à Prague est actuellement fermée au public après avoir été la cible d'une attaque de hackers dans la nuit de lundi à mardi. Ses responsables ont confié avoir averti l'Agence nationale pour la sécurité cybernétique et informatique (NUKIB). Pour ses quelque 30 000 lecteurs inscrits, un service en ligne reste néanmoins assuré et la bibliothèque numérique reste accessible. Située dans le bâtiment historique de Klementinum, dans la vieille ville, la Bibliothèque nationale, qui dépend du ministère de la Culture, est une des plus anciennes bibliothèques publiques en République tchèque. Comptant plus de six millions de documents, dont quelque 16 000 manuscrits historiques, elle gère le plus important fonds de littérature existant dans le pays, dont la valeur est estimée à près d'un milliard de couronnes.
(*Radio Prague international, le 19-05-2021*)

Taiwan met en garde contre de faux comptes gouvernementaux présents sur la plateforme LINE...

L'adjoint du commandant en chef de lutte contre les épidémies, Chen Tsung-yen, a rappelé qu'il n'y avait qu'un seul compte officiel pour le Centre de commandement contre les épidémies (CECC) sur la plateforme *LINE*. Chen Tsung-yen a appelé les utilisateurs de la plateforme à chercher le badge à côté du nom du compte afin de s'assurer qu'il s'agit bien du compte officiellement vérifié. Le CECC a appelé les citoyens à ne pas se faire passer pour les autorités de santé sur internet. Une déclaration qui intervient après la publication d'articles faisant état de l'apparition de faux comptes gouvernementaux sur *LINE*. Or, le compte *LINE* du CECC est le canal d'information privilégié des autorités sanitaires pour communiquer à la population toutes les informations concernant la pandémie de Covid-19 à Taïwan. L'adjoint du commandant en chef de lutte contre les épidémies a averti que les personnes derrière les faux comptes de ce genre étaient passibles d'une peine de sept ans de prison maximum et d'une amende pouvant aller jusqu'à un million de dollars taïwanais (environ 30 000 euros). Il a ensuite répondu à plusieurs rumeurs circulant sur internet, réfutant par exemple celle selon laquelle le gouvernement aurait refusé d'acheter 30 millions de doses de vaccin à une entreprise privée. Le ministre a aussi rappelé que propager des fausses informations concernant l'épidémie était passible d'une peine de trois ans de prison maximum et d'une amende de trois millions de dollars taïwanais maximum (environ 90 000 euros). Enfin Chen Tsung-yen a incité la population à combattre la désinformation en suivant trois règles : user de son esprit critique, identifier la source et ne pas partager sans vérifier l'authenticité de l'information.

(*Radio Taïwan international, le 20-05-2021*)

Les utilisateurs de WhatsApp en Turquie ne seront pas concernés par la mise à jour comprenant le partage des données...

L'Autorité de la concurrence a annoncé que la mise à jour, qui comprend le partage de données via la messagerie instantanée et l'application d'appel *WhatsApp*, n'entrera en vigueur pour aucun utilisateur

en Turquie, y compris les utilisateurs qui l'approuvent. Dans une déclaration, l'Autorité de la concurrence a rappelé qu'après la mise à jour des conditions d'utilisation et de la politique de confidentialité de *WhatsApp*, qui comprend le partage de données, et l'approbation de celles-ci par les utilisateurs, une décision de mesure provisoire a été prise le 11 janvier. Selon la déclaration, la mise à jour prévue par *WhatsApp* avait été reportée globalement au 15 mai 2021. « Après la décision d'injonction prise par l'Autorité de la concurrence et les enquêtes menées, nous avons été informés que ladite mise à jour, qui inclut le partage de données par *WhatsApp*, n'entrera en vigueur pour aucun utilisateur en Turquie, y compris les utilisateurs qui l'approuvent » précise le texte.
(*La voix de la Turquie, le 22-05-2021*)

Vers une surveillance en continu des réseaux sociaux des personnels militaires américains afin de lutter contre l'extrémisme...

Cinq mois après l'assaut du Capitole par des partisans de Donald Trump, les autorités américaines s'emploient à lutter contre l'extrémisme, notamment dans les forces armées. Dans cette logique, le Pentagone s'apprête à lancer un programme pilote pour déceler les contenus extrémistes sur les comptes des réseaux sociaux des militaires, relate le magazine d'investigation en ligne *The Intercept*. Ce projet devrait permettre une surveillance en continu des personnels militaires, filtrant les réseaux sociaux à la recherche de comportements préoccupants, ajoute le média citant une source interne au département de la Défense. Le programme pourrait s'appuyer sur des sociétés de surveillance privées, pour contourner les restrictions liées au premier amendement de la Constitution. La société controversée Babel Street serait notamment plébiscitée. L'entreprise a déjà été critiquée par le passé, pour avoir acheté des données de localisation cellulaires en vrac et les avoir revendues à des agences fédérales. Un procédé qui permet aux autorités de se passer de mandat pour collecter des contenus numériques. Babel Street a notamment fait affaire avec les forces spéciales américaines, leur communiquant des données de localisation acquises sur une importante application de prière musulmane, rapportait le média *Vice* en novembre.

(*Radio Sputnik, le 20-05-2021*)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30